

Elevages  
9, rue du sabot  
22440 PLOUFRAGAN

PLOUFRAGAN, le 23/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SAS GEFFROY ex GAEC GEFFROY**

GUERLAGADEC  
22480 Lanrivain

Références : [référence à compléter](#)  
Code AIOT : 0052202101

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/11/2022 dans l'établissement SAS GEFFROY ex GAEC GEFFROY implanté GUERLAGADEC 22480 Lanrivain. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Suivi suite à une mise en demeure

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS GEFFROY ex GAEC GEFFROY
- GUERLAGADEC 22480 Lanrivain
- Code AIOT : 0052202101
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

l'exploitation a un atelier avicole

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- [à compléter](#)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Respect mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

l'exploitant a effectué les travaux demandés , afin de respecter la mise en demeure du 11 mai 2022.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Mesure administrative
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La SAS GEFFROY, dont le siège social est situé au lieu-dit « GUERLAGADEC » à LANRIVAIN, a été mise en demeure pour l'élevage avicole exploité à la même adresse à compter de la réception du présent arrêté, de respecter : • l'article 23-I de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié qui prévoit que tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents. Pour ce faire, l'ouvrage sera vidé, nettoyé et un entretien autour de l'ouvrage sera effectué.
<b>Constats :</b> A la date de l'inspection du 09 Novembre 2022, l'exploitant a effectué les travaux adaptés,  La mise en demeure du 11 mai 2022 peut être levée
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet